

Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales

Lignes directrices de la JICA pour les considérations environnementales et sociales

Un projet, même s'il vise au développement social et économique, n'en comporte pas moins un risque d'impact négatif sur l'environnement, notamment sur l'air, l'eau, le sol ou les écosystèmes, ou sur la société, par une réinstallation involontaire ou le non-respect des droits des populations autochtones. Afin de parvenir à un développement durable, les impacts des projets sur l'environnement et la société doivent être évalués, et les moyens et les coûts pour les éviter, les minimiser ou les compenser doivent être intégrés aux projets. Les considérations environnementales et sociales (CES) ont pour but de procéder à l'internalisation de ces coûts aux coûts de développement. Les lignes directrices de la JICA pour les considérations environnementales et sociales (lignes directrices CES) établissent les prérequis exigés du pays partenaire et des acteurs du projet ainsi que les responsabilités et procédures mises en œuvre par la JICA pour assurer la prise en compte des CES.

Les lignes directrices CES actuelles (2010) intègrent les anciennes lignes directrices CES de la JICA (2004) et les lignes directrices pour la confirmation des considérations environnementales et sociales de la Banque japonaise pour la coopération internationale (2002). Les lignes directrices CES concernent la coopération technique, les prêts d'APD et les dons. Les lignes directrices CES (2010) sont applicables aux projets proposés à partir de juillet 2010*.

Les lignes directrices CES en anglais, chinois, français et espagnol, ainsi que les documents liés tels que les questions fréquemment posées sont disponibles sur le site de la JICA : (http://www.jica.go.jp/english/operations/social_environmental/guideline/index.html)

*Pour les projets qui ont fait l'objet d'une demande avant juillet 2010, ce sont les anciennes lignes directrices CES de la JICA (avril 2004) ou les lignes directrices pour la confirmation des considérations environnementales et sociales de la JBIC (avril 2002) qui s'appliquent en fonction du type d'aide.

Application des lignes directrices CES

Les partenaires de la JICA, notamment les pays hôtes, les emprunteurs et les acteurs du projet (ci-après « acteurs du projet ») sont les premiers responsables de la prise en compte des CES. Le rôle de la JICA est d'examiner les CES des acteurs du projet et de fournir l'aide nécessaire pour garantir qu'elles sont mises en pratique et que les impacts négatifs sont évités ou minimisés à un niveau acceptable. Les procédures prévues par la JICA comprennent :

1. Confirmation des CES

La JICA examine et confirme que les CES sont mises en pratique par les acteurs du projet à divers stades, notamment lors de la formulation, de l'étude, de la mise en œuvre et de l'évaluation de fin de projet. La procédure de la JICA comprend trois étapes : l'examen classe les projets par catégorie selon leur impact sur l'environnement ; l'étude environnementale vérifie et évalue les CES lors de l'étude de la proposition de projet ; et le suivi permet de contrôler les activités CES sur une certaine période après la fin du projet.

Lors de l'examen, la JICA classe le projet dans l'une des quatre catégories, selon le degré d'impact sur l'environnement, en se basant sur les informations fournies notamment par les acteurs. Ces catégories se répartissent comme suit : A (risque d'impact négatif important), B (impact potentiel moins négatif que pour A), C (impact négatif minimal ou faible), et FI (la JICA verse les fonds à un intermédiaire financier et les sous-projets ne peuvent être fixés avant approbation de la JICA). Puis la JICA suit les procédures fixées par les lignes directrices CES en fonction de la catégorie du projet.

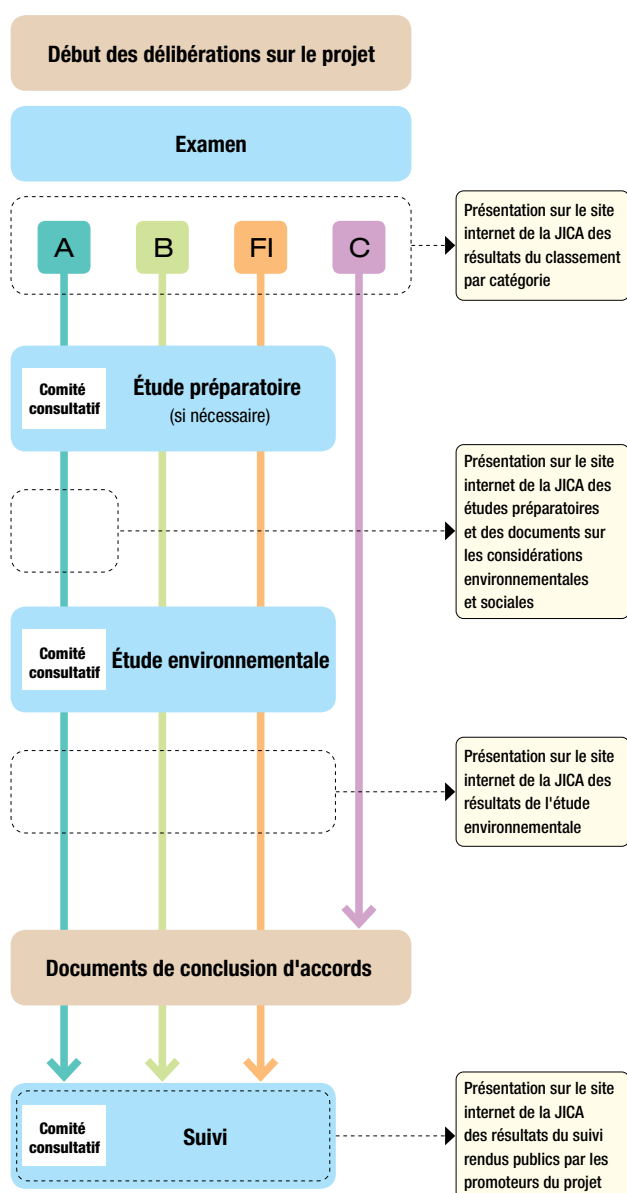
L'étude environnementale est la procédure par laquelle la JICA passe en revue les CES des propositions de projets de coopération technique, de prêts d'APD ou de dons. Dans ce cadre, la JICA confirme les impacts environnementaux et sociaux possibles ainsi que les mesures prises par les acteurs du projet, en se basant sur les documents fournis par ces derniers, notamment le rapport d'évaluation de l'impact environnemental (EIE) et la liste de vérification environnementale. Pour les projets de catégorie A, la JICA mène une discussion avec les acteurs du projet pour confirmer les impacts positifs et négatifs du projet en se basant sur l'EIE et d'autres documents liés aux CES. Puis la JICA évalue les mesures proposées pour éviter, minimiser, atténuer ou compenser les impacts négatifs, ainsi que les mesures visant à renforcer les impacts positifs sur l'environnement et la société. La JICA assure la transparence de l'étude environnementale en diffusant les documents liés, notamment l'EIE, sur son site internet avant la procédure.

Le suivi des mesures CES est réalisé par les acteurs du projet. La JICA confirme le résultat du suivi sur une certaine période couvrant la mise en œuvre du projet et l'évaluation finale et elle diffuse les résultats sur son site internet. Si un problème est identifié ou anticipé, la JICA incite les acteurs du projet à prendre les mesures appropriées et elle fournit l'aide nécessaire.

Catégories environnementales

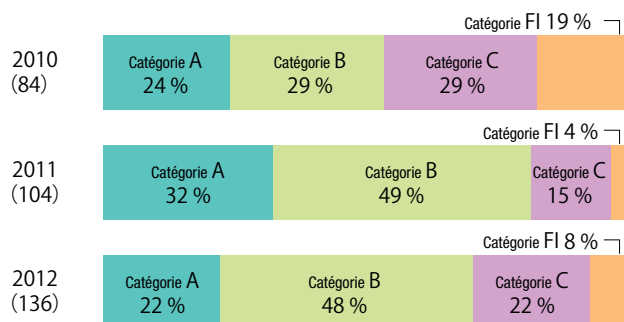
Catégorie	Description
A	Projet susceptible d'avoir un impact négatif important sur l'environnement et la société. Par exemple, un projet à grande échelle dans un secteur exigeant une attention spécifique, notamment pour le développement de l'énergie ou des infrastructures, ou un projet dans une zone sensible telle qu'une réserve naturelle ou le milieu de vie d'une population autochtone.
B	Projet dont l'impact sur l'environnement et la société est moins négatif que celui d'un projet de catégorie A.
C	Projet susceptible d'avoir un impact négatif minimal ou faible sur l'environnement et la société.
FI	Projet pour lequel les financements de la JICA sont versés à un intermédiaire financier ou une agence d'exécution qui sélectionne les sous-projets après l'approbation du financement par la JICA et pour lequel l'Agence ne peut donc pas évaluer les CES. Ces projets sont classés FI si les sous-projets sont susceptibles d'avoir un fort impact sur l'environnement et la société.

Déroulement de la procédure de prise en compte des CES

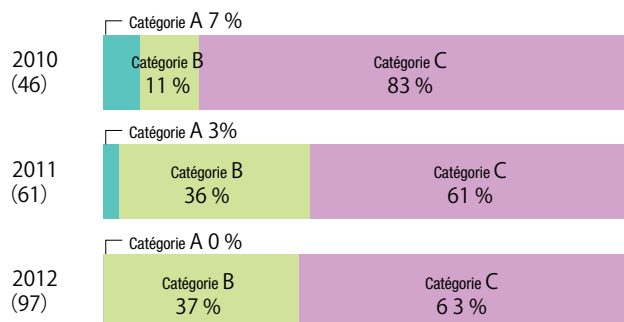


Évolution de la ventilation par catégorie

■ Prêts d'APD

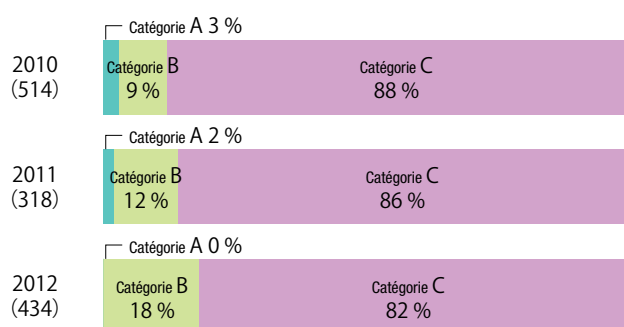


■ Dons



■ Projets de coopération technique

(coopération technique et coopération technique pour la planification du développement)



* Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre d'accords conclus.

2. Renforcement des CES

La JICA apporte une aide variée aux pays partenaires pour assurer la prise en compte appropriée des CES. Par exemple, au stade de la planification du projet, la JICA peut contribuer à l'examen et à d'autres procédures liées aux CES lors de l'étude préparatoire ou de l'avant-projet détaillé. La JICA renforce également la capacité de ses partenaires à prendre en compte les CES à travers un programme de formation et de dialogue comprenant notamment un atelier sur l'administration des procédures CES pour les projets de prêts d'APD ou de coopération technique de la JICA. Parmi ces activités, on peut citer le renforcement des capacités CES pour la réinstallation mis en œuvre avec le ministère cambodgien de l'Économie et des finances et le comité interministériel pour la réinstallation.

La JICA renforce les capacités du Japon sur les CES pour le développement international en organisant des formations pour les responsables gouvernementaux et les consultants, notamment la formation « Nouvelles CES pour les fonctionnaires et les consultants. » Afin de renforcer ses capacités organisationnelles sur les CES, la JICA compile et met à jour une série de profils pays centrés sur les questions environnementales et sociales. Ces documents sont conçus pour optimiser les procédures CES de la JICA et des pays partenaires. De plus, la JICA participe activement aux dialogues et au partage des informations sur les CES avec ses partenaires de développement, notamment la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement.

3. Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales

La JICA a établi le Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales, un comité indépendant qui conseille et soutient la JICA lors de l'examen et des autres procédures CES. Ce comité est constitué d'experts extérieurs issus de spécialités diverses, sélectionnés de manière impartiale suite à une annonce publique. Vingt-trois membres ont été nommés après la réélection de juillet 2012 et leur mandat s'étend jusqu'en juin 2014. Des membres provisoires seront nommés en fonction des besoins.

Au cours de l'exercice 2012, 12 sessions plénières et 27 réunions du groupe de travail ont été organisées. Les membres du groupe de travail sont désignés en session plénière pour enquêter sur un projet spécifique.

En mars 2013, la JICA a organisé une visite de site pour les membres du comité afin qu'ils puissent apporter des conseils en se basant sur des informations de première main sur la situation. Cela s'inscrit dans le cadre des efforts constants de la JICA pour améliorer la qualité de ses projets.

La liste des membres du comité et les minutes des sessions

plénières (en japonais) sont disponibles sur le site internet de la JICA : (<http://www.jica.go.jp/environment/advice/index.html>)

4. Procédures d'opposition

En plus des mesures mentionnées ci-dessus, la JICA a établi une procédure d'opposition pour garantir le respect des lignes directrices CES. En suivant cette procédure, les résidents, ou leur représentant, d'un pays partenaire qui ont souffert ou qui sont susceptibles de souffrir de dommages résultant de la non-application des lignes directrices CES peuvent soumettre une objection auprès de la JICA. Le contenu de la plainte sera examiné par des personnes indépendantes du département chargé des opérations de la JICA. Ces examinateurs enquêtent sur les faits liés au respect ou au non-respect des lignes directrices CES et rendent compte des résultats au président de la JICA. En cas de problème ou de conflit résultant du non-respect des lignes directrices CES par la JICA, l'examineur encourage le dialogue entre le demandeur (le plaignant) et les acteurs du projet. Depuis mars 2013 les examinateurs suivants ont été nommés par la JICA :

- M. Junji Annen
Professeur, Faculté de droit Chuo, avocat
- M. Sachihiko Harashina
Professeur, Faculté d'informatique appliquée à la politique, Université de commerce de Chiba, professeur émérite à l'Institut de technologie de Tokyo

Des documents présentant les grandes lignes des procédures d'opposition et les rapports annuels des examinateurs sont disponibles sur la page « Procédures d'opposition » du site internet de la JICA : http://www.jica.go.jp/english/operations/social_environmental/objection/index.html (en anglais)

Aucune objection n'a été reçue au cours de l'exercice 2012.

5. Diffusion de l'information

Afin de garantir les principes de responsabilité et de transparence, la JICA diffuse activement les informations sur les CES. Les acteurs du projet sont les premiers responsables de la diffusion de l'information sur les CES, mais la JICA soutient également cette procédure en diffusant des informations clés au moment et au format appropriés conformément aux lignes directrices CES. Par exemple, dans le cadre des nouvelles lignes directrices CES (2010), la JICA a publié sur son site internet tous les rapports EIE des projets de catégorie A. La JICA a également diffusé les plans de réinstallation des projets impliquant des réinstallations

involontaires à grande échelle. Ces informations, ainsi que celles sur les procédures d'opposition mentionnées ci-dessus, sont disponibles sur la page « Considérations environnementales et sociales » du site internet de la JICA : http://www.jica.go.jp/english/operations/social_environmental/index.html (en anglais)

6. Harmonisation avec les autres partenaires de développement

Les lignes directrices CES stipulent que les projets de la JICA ne doivent pas dévier significativement des politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, et que la JICA doit se référer aux normes et aux bonnes pratiques reconnues au niveau international, notamment celles des organisations financières internationales, lorsque cela est approprié. Dans

cette optique, la JICA cherche à harmoniser ses procédures CES avec celles de ses partenaires de développement, notamment la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, en maintenant une coordination étroite et en participant à des missions conjointes sur les CES pour les projets cofinancés avec d'autres partenaires de développement. La JICA participe également à des conférences internationales et à d'autres événements sur les CES afin d'être en phase avec les tendances mondiales dans ce domaine et de partager ses expériences, contribuant ainsi à l'amélioration des CES au niveau international.

Déroulement des procédures d'opposition

